

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

SAMEDI 25 FEVRIER 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50f

## EDITORIAL

NI A DROITE,  
NI A GAUCHE,  
LES INTERETS DES  
TRAVAILLEURS NE  
SONT DEFENDUS

Alors que la campagne électorale est commencée depuis plusieurs jours, on a du mal à voir dans les propos des candidats des partis de droite et de gauche ce qui les distingue.

Le vide des propos de ces politiciens professionnels, avides de postes et d'honneur, est frappant. Beaucoup de travailleurs en sont écoeurés.

De part et d'autre, ce ne sont que combines et manigances. Ces hommes ne viennent pas aux élections parce qu'ils veulent représenter et défendre les intérêts de la population laborieuse. Non, ils sont candidats parce que cela les intéresse d'avoir accès aux honneurs. Parce que cela leur donne un surcroît de puissance politique d'être député. Déjà, lorsqu'ils sont maires ou conseillers généraux, ils disposent ainsi d'un moyen de pression contre la population.

Ce n'est pas un hasard si cette population craint ces hommes politiques et bien souvent n'ose pas afficher ou même dire simplement ce qu'elle pense vraiment.

Alors oui, pour ces politiciens, être députés, c'est un surcroît de puissance, mais qui n'est pas mis au service des travailleurs.

Et si les candidats de droite se présentent ouvertement comme les défenseurs du système en place, s'ils sont les représentants ouverts des intérêts des capitalistes, les candidats qui se disent de gauche ne sont pas plus les défenseurs des intérêts des travailleurs.

Tous ces candidats du PS ou PC ou autres, à une ou deux exceptions près en Guadeloupe et Martinique, ne prennent même pas la peine de présenter un programme aux travailleurs dont ils recherchent les suffrages.

Leur attitude signifie tout simplement : "votez pour moi pour que je sois député". Ils ne prennent aucun engagement vis-à-vis des travailleurs.

Des deux côtés, droite ou gauche, ce sont bien les mêmes politiciens prêts à tromper les travailleurs.

La gauche, elle, ajoute aux manigances locales, celles qui se déroulent en France. Car ces politiciens n'appellent pas les travailleurs à les élire pour ensuite aller en France soutenir la po-

Suite page 2

## GUADELOUPE

Participons massivement  
à la grève générale  
du 28

La CGTG a lancé un mot d'ordre de grève générale pour le 28 février. Les nombreuses grèves qui ont éclaté un peu partout pendant ces derniers mois, montrent que le mécontentement est profond et général. Ce mécontentement est dû aux bas salaires, aux mauvaises conditions de travail, aux licenciements et d'une façon générale à la situation coloniale qui règne ici.

C'est pourquoi il est nécessaire que tous se mobilisent pour cette grève. Il ne suffit pas cependant de lancer une grève, sans lendemain, sans perspectives de lutte sur des mots d'ordre précis et des revendications à satisfaire dans l'immediat.

Il appartient aux travailleurs de faire savoir cela à leurs dirigeants syndicaux. Le meilleur moyen de le faire c'est de participer massivement à cette journée d'action du 28 février, car plus ils seront nombreux, plus la preuve de leur volonté de lutte sera faite, ce qui obligera leurs dirigeants à s'engager plus fermement dans la lutte.

\*\*\*\*\*

L I S E Z COMBAT OUVRIER MENSUEL  
\*\*\*\*\*

## MARTINIQUE

Marie-Jeanne :  
le dépit amoureux

La "Parole au peuple" dirigé par le maire de Rivière Pilote, A. Marie-Jeanne, a annoncé qu'il appelait à l'abstention pour ces élections : "la "Parole au peuple" appelle les masses populaires martiniquaises à une manifestation nationale de refus de participation à ces élections législatives de mars 78".

La "Parole au peuple" fait de l'abstention à ces élections une position de principe... mais n'en avoue pas moins que la raison du boycott qu'elle préconise c'est la rebuffade qui lui a été opposée par le Front National pour l'Autonomie à la suite des élections sénatoriales.

Alfred Marie-Jeanne avait annoncé après ces élections, qu'il se présenterait si Désiré (PPM) se présentait également dans le sud. Il n'en a rien été et l'attitude actuelle de Marie-Jeanne, sous couvert de nationalisme intransigeant, ressemble fort à du dépit amoureux : si la gauche autonome l'avait mieux accueilli, il n'eut point hésité à se jeter dans ses bras. Etant repoussé par elle, il stigmatise toute participation électorale comme une véritable trahison des intérêts nationaux du peuple martiniquais. "C'est silon vent la queue poule penché".

## MARTINIQUE

PETIT APPROUVE LE LICENCIEMENT  
DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS

Monsieur Petit, député sortant et candidat R.P.R. du Nord, ne manque pas de cynisme. En effet, interviewé à Radio-Caraïbes, Petit défend de manière acharnée la politique économique menée à la Martinique depuis 20 ans.

Parlant de la régression organisée de la culture pendant toute la période passée, Petit a présenté l'affaire comme si c'était un bien-fait.

En effet, dit-il en substance, ce n'est pas un si grand mal car "il ne faut pas oublier que le travail de la canne était un travail si dur qu'il s'apparentait à l'esclavage".

Que 15 usines à sucre sur 17 aient fermé ainsi que de nombreuses distilleries, que la surface plantée en canne soit passée de 15 000 hectares à 7 000 hectares, que la disparition de la canne ait transformé le Sud en un véritable désert économique, tout cela n'émeut pas Petit,

plus occupé à servir de marche pied à Hayot et Delucy, et autres grands propriétaires fonciers.

Que l'arrêt de la culture de la canne, qui n'a été remplacée par aucune autre culture, ait réduit au chômage des milliers d'ouvriers agricoles et d'ouvriers d'usines, Petit n'en a cure.

Alors, voter pour un homme qui se moque ouvertement des travailleurs, c'est faire confiance à un agent des riches et à un fraudeur invétéré dans sa propre commune.

J. BIBRAC

Directeur de publication : M.E. ZOROR  
Commission Paritaire : XXXXXXXXXX  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

supplément au mensuel

5<sup>e</sup>ème

N° 84

GUADELOUPE  
HOPITAL GÉNÉRAL  
"LE TON MONTE"

A l'hôpital général de Pointe-à-Pitre le ton continue de monter. Le personnel du laboratoire a déposé un préavis de grève pour mercredi.

Il exige la titularisation d'une collègue qui licenciée comme stagiaire a été réembauchée comme auxiliaire. Il proteste aussi contre le système de notation qui ne sert qu'à mettre à l'index tous ceux dont la direction veut se débarasser. Ils profiteront de ce mouvement pour dénoncer le scandale que constitue l'auxiliariat. Il y a en effet des centaines d'agents à l'hôpital qui restent auxiliaires pendant des années et sur qui pèsent à tout mo-

ment une menace de licenciement, quand ils ne sont pas purement et simplement licenciés.

Vendredi matin devait se tenir une réunion d'information pour tous les employés, à l'hôpital. Ce n'est pas seulement au laboratoire qu'il y a des problèmes mais dans tous les services.

Tous les employés sont donc concernés par ce qui se prépare. Pour qu'ils montrent leur mécontentement, ils devront s'associer à la grève des employés du laboratoire. Ainsi, ils pourront aussi dans chaque service poser leurs propres revendications.

Si tout le monde s'associe au mouvement du personnel du laboratoire, la direction cèdera plus facilement et l'opinion publique sera mieux alertée sur le scandale que constitue le système de l'auxiliariat.

LE BILAN DE LA POLITIQUE DU TOURISME

POSITIF POUR LES CAPITALISTES ET DE L'HOTELLERIE.

Pour vanter les mérites de la départementalisation économique dans le domaine touristique aux Antilles, le gouvernement s'appuie sur des chiffres.

Mais quels chiffres ?

Il s'agit des millions et milliards de subventions versées aux grandes chaînes hôtelières dans le cadre d'un prétendu développement touristique de la Martinique et de la Guadeloupe.

Ainsi, on apprend que depuis 1974 l'état français a versé près d'un milliard d'équipement aux grands hôtels de Guadeloupe et Martinique. Et tout particulièrement à l'hôtel Frantel. A cela s'ajoute environ la même somme versée depuis 1975 comme prime d'emploi.

Il faut remarquer d'ailleurs que les grands trusts hôteliers comme les Novotel, Frantel, Coptael ou la chaîne PLM sont ceux qui bénéficient des plus grosses sommes. Voilà en quoi consiste la politique du tourisme du gouvernement français aux Antilles : donner de l'argent aux capitalistes.

Mais, quand on sait que les hôtels sont à moitié vides une bonne partie de l'année, qu'ils ferment leurs portes périodiquement faute de clientèle, jetant sans vergogne les employés à la rue, on imagine bien que les capitalistes de l'hôtellerie se soucient bien plus de remplir leur coffre-fort avec ces primes que de développer l'économie touristique de la Martinique et de la Guadeloupe.

Quand on sait d'autre part que ces grands hôtels paient leurs employés à peine au SMIC. (car les salaires tournent le plus souvent autour de 1400 f par mois) quand on sait qu'ils n'embauchent que le minimum de personnes et qu'ils licencient pour un oui ou un non, on mesure ce que vaut cette prétendue politique de l'emploi tant vantée par le gouvernement.

Les Petit, Benard, Sablé en Martinique, Guillod, Moustache, Maximin, Etzol et autres Viviès en Guadeloupe, ce sont ces gens-là qui, tout en approuvant les cadeaux faits aux capitalistes osent appeler les travailleurs à les soutenir.

Eh bien voter pour ces gens-là, c'est voter pour les patrons des grands hôtels qui s'enrichissent aux dépens de leurs employés et à ceux des contribuables.

FORT DE FRANCE  
UN CANDIDAT PAYSAN  
DANS LE CENTRE

M. George Décieux, président de l'association de Défense des Intérêts Généraux de l'Agriculture Martiniquaise, organe de petits agriculteurs, est candidat dans la deuxième circonscription. Il est candidat, dit-il pour dénoncer ceux qui veulent ruiner la petite agriculture au bénéfice des gros planteurs de cannes, notamment l'usine Lareinty.

M. Décieux se présente comme apolitique, mais il se réserve le droit de s'en prendre à tous ceux qui, élus pour défendre les petits agriculteurs, ont trahi leurs mandats.

GUADELOUPE  
A PROPOS DE L'EXPULSION DES TRAVAILLEURS HAITIENS

Nous avons reçu d'un comité de soutien aux travailleurs Haïtiens le communiqué suivant :

"Les 200 participants à la réunion qui s'est tenue le lundi 13 février au Lamentin à l'initiative de chrétiens du secteur pastoral Lamentin-Baie-Mahault-Cadet, après s'être informés sur les expulsions récentes de travailleurs étrangers de Guadeloupe ont décidé de :

- Protester contre la manière inadmissible avec laquelle ces expulsions sont effectuées (arrestations avec menottes, cordes, remise aux autorités Haïtiennes comme des criminels, etc...)

- Exiger que soit remise avant leur départ, à tous les travailleurs qui veulent rentrer chez eux, la caution de 1500 frs qu'ils ont déposée à leur arrivée en Guadeloupe.

- Demander que soient respectées les droits et la dignité des travailleurs Haïtiens et Dominicains au même titre que ceux des autres étrangers en Guadeloupe.

FAIRE ENTENDRE AU PARLEMENT LE CRI DES EXPLOITÉS

Le parlement avec le suffrage universel constitue cet arsenal démocratique derrière lequel la bourgeoisie masque son pouvoir réel qui réside de fait dans les conseils d'administration des grosses sociétés. C'est donc au niveau de ces conseils d'administration que se prennent toutes les décisions importantes sans que tous les PDG et directeurs qui les composent ne soient ni députés, ni ministres.

C'est pourquoi le système parlementaire n'est rien d'autre qu'une caution démocratique au pouvoir absolu des riches et des exploités. Ces derniers utilisent donc la machine parlementaire pour gérer au mieux leurs affaires, défendre leurs intérêts et faire entériner les mesures qui leur sont favorables. Prétendre transformer ce système de l'intérieur, le réformer, refuser de se battre contre lui, c'est faire le jeu de la bourgeoisie, être prisonnier de ses règles et de ses intérêts.

S'il n'est pas possible de faire tourner la machine parlementaire dans un sens favorable aux travailleurs cela ne signifie pas cependant que les révolutionnaires n'auraient rien à y faire. Un député révolutionnaire au parlement ferait entendre la voix de tous les travailleurs et opprimés, il serait en quelque sorte leur porte-parole permanent dans cette caverne de brigands. Un tel député serait constamment aux côtés des travailleurs en lutte, et utiliserait son mandat pour faire connaître ces luttes. De même il dénoncerait tous les mauvais coups que le gouvernement quel qu'il soit de droite ou de gauche préparerait contre les travailleurs, les petits commerçants, les artisans et toutes les petites gens en général. Ainsi donc en envoyant un député révolutionnaire au parlement, les travailleurs ne seraient pas sans soutien dans leurs luttes quotidiennes contre les possédants et les exploités.

EDITORIAL suite

litique du futur chef de gouvernement Mitterrand. Ce gouvernement conduit par cet ancien politicien de la bourgeoisie onze fois ministre, qui va se retourner demain contre les travailleurs.

Les travailleurs ont un bon moyen de condamner toute cette malpropreté et toute cette malhonnêteté dirigée contre eux. Ils peuvent faire un autre choix qu'entre des partis de droite qui sont leurs ennemis déclarés et des faux hommes de gauche qui les trompent.

Ils peuvent voter pour les candidats de Combat Ouvrier. Ils peuvent élire des députés de Combat Ouvrier. Car ceux-ci ne participent et n'ont jamais participé à ces manigances entre politiciens sur le dos des travailleurs.

Les candidats de Combat Ouvrier ne veulent que défendre et représenter les intérêts des travailleurs. Il s'engagent à dénoncer et combattre tous les coups bas que les politiciens de droite ou de gauche chercheront à perpétrer contre les travailleurs.